



HAL
open science

Pour une sociologie politique de l'eupéanisation : l'enjeu européen dans les compétitions partisans en Europe centrale

Laure Neumayer

► **To cite this version:**

Laure Neumayer. Pour une sociologie politique de l'eupéanisation : l'enjeu européen dans les compétitions partisans en Europe centrale. *Revue Française de Science Politique*, 2006, 56 (5), pp.789-812. <halshs-00963715>

HAL Id: halshs-00963715

<https://shs.hal.science/halshs-00963715v1>

Submitted on 21 Mar 2014

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



HAL Authorization

Pour une sociologie politique de l'eupéanisation : l'enjeu eupéen dans les compétitions partisans en Europe centrale

L'un des traits marquants des études eupéennes est le développement récent de travaux portant sur les phénomènes d'eupéanisation, en tant que terme générique désignant les interconnexions croissantes entre les systèmes politiques nationaux et communautaire. Si cette littérature, dont l'ambition affichée est d'englober l'ensemble des ordres politiques¹, aborde de front l'action publique, elle a longtemps hésité à se saisir des influences réciproques entre les espaces de compétition politique nationale et eupéenne². L'une des premières voies empruntées passe par l'étude des groupes politiques transnationaux, comme produits de la consolidation du niveau communautaire de représentation politique, et du Parlement eupéen, comme arène où s'exerce l'influence directe des partis nationaux sur les institutions eupéennes³. Les critiques de la construction communautaire formulées par les partis nationaux constituent un second angle d'approche privilégié pour l'analyse des interdépendances entre arène politique communautaire et arènes nationales. Initialement développée en Europe occidentale⁴, l'analyse des résistances à l'intégration eupéenne s'est étendue aux Etats postcommunistes au début des années 2000, alors que s'étiolaient les visions enchantées du « retour à l'Europe » de ces pays. Bien que le rapprochement avec la CEE ait été critiqué par certains acteurs politiques pour ses coûts économiques et sociaux dès la formation des premiers gouvernements démocratiques, ces réticences s'intensifièrent en effet à partir de 1998, lorsque la Commission eupéenne entama un suivi très étroit des politiques publiques des pays centre-eupéens et ouvrit avec certains d'entre eux des négociations d'adhésion. Un nombre croissant d'acteurs politiques dénoncèrent alors les conditions d'adhésion offertes par l'UE, tout en se disant favorables à la construction communautaire dans son principe.

Ces développements des débats partisans ont été interprétés selon deux grandes approches. Dans une perspective rokkanienne des systèmes politiques, on s'interroge sur

¹ Selon la définition consacrée de l'eupéanisation comme « ensemble de processus de a)construction, b)diffusion et c)institutionnalisation de règles formelles, de procédures, de paradigmes de politique publique, de styles, de « manière de faire les choses » et de normes et croyances partagées qui sont d'abord définis et consolidés dans l'élaboration de la *poliy* et de la *politics* de l'UE, puis incorporées dans la logique du discours, des identités, des structures politiques et des politiques publiques internes », cf Claudio Radaelli, « The domestic impact of European public policy : notes on concepts, methods and the challenge of empirical research », *Politique eupéenne*, 5, automne 2001, p. 110.

² En 2002, Robert Ladrech dressait la liste des cinq dimensions dans lesquelles les partis sont susceptibles de s'adapter à l'intégration eupéenne : organisation, programme, factionnalisme, relations avec le gouvernement, liens partisans transnationaux. Mais cette approche fonctionnaliste semble occulter l'appropriation des questions eupéennes par des partis cantonnés à une position réactive par rapport à des *inputs* extérieurs, cf Robert Ladrech (dir), « The Europeanization of party politics », *Party Politics*, 8(4), 2002, numéro spécial. Voir pour une synthèse des travaux récents sur l'eupéanisation des partis politiques Céline Belot, Bruno Cautrès, « Introduction : redéfinitions et recompositions des partis et systèmes partisans autour de l'enjeu eupéen : premiers sillons sur un terrain en friche », *Politique eupéenne*, 16, 2006, pp.5-19.

³ Christopher Lord, Simon Hix (dir), *Political parties in the European Union*, Macmillan, Basingstoke, St Martin's Press, New York, 1997 ; Pascal Delwit, Jean-Michel De Waele, Paul Magnette (dir) : *A quoi sert le Parlement eupéen ?*, Bruxelles, Complexe, 1999 ; Willy Beauvallet, « Institutionnalisation et professionnalisation de l'Europe, le cas des eurodéputés français », *Politique eupéenne*, 9, 2003, pp.99-122.

⁴ Dans un des articles fondateurs de ce courant d'analyse, l'euro-scepticisme est défini comme exprimant « l'idée d'une opposition contingente ou nuancée, tout en incorporant aussi une opposition totale et catégorique, au processus d'intégration eupéenne », cf Paul Taggart, « A Touchstone of Dissent : Euroscepticism in contemporary Western European party systems », *European Journal of Political Research*, 33, 1998, p. 366.

l'émergence d'un clivage sur l'intégration européenne qui serait spécifique à cet enjeu, ou qui recouperait des lignes de division sociopolitiques existantes⁵. La seconde démarche repose sur l'élaboration de typologies distinguant différents degrés et motifs d'opposition à l'intégration européenne, regroupés dans la catégorie de l'*euro-scepticisme*⁶. Cette perspective s'attache à déterminer le poids respectif de l'idéologie et de la stratégie partisane dans l'expression de réticences envers l'intégration européenne. Si elles mettent bien en lumière la diversité des critiques formulées par les acteurs partisans, ces approches occultent trop souvent le caractère relationnel des prises de position sur les questions européennes. Elles peinent à expliquer la fluidité de certains positionnements partisans sur les questions européennes en Europe centrale, ainsi que le durcissement des attitudes ambivalentes envers l'UE au cours de la pré-adhésion. Une analyse empirique s'étendant sur trois pays (la Hongrie, la Pologne et la République tchèque) entre 1989 et 2005, montre en effet que les prises de position partisans sur l'intégration européenne ont évolué selon des temporalités délimitées soit par les élections, soit par des scissions qui modifiaient les identités et les interactions des formations politiques⁷. Et les positionnements partisans en demi-teinte, parfois interprétés comme le simple effet collatéral de négociations d'adhésion ardues, ont perduré après l'entrée effective dans l'Union européenne⁸.

Cet article adopte une perspective différente sur l'européanisation de la compétition politique, en s'attachant à une sociologie de l'espace partisan sous l'angle de la variable européenne. Plutôt que de s'interroger sur les positionnements sur l'Europe à partir des identités des formations politiques, on renverse la perspective pour chercher à saisir les usages de la thématique européenne dans la production des matériaux idéologiques qui sont nécessaires aux formations partisans pour participer à la compétition politique⁹. En considérant les partis comme des organisations reposant sur l'affrontement et la coopération entre des éléments aux intérêts différents, alternativement congruents et opposés, on se penche sur la construction des identités partisans par écarts distinctifs, à travers des luttes inter et intra-partisans dans lesquelles sont mobilisés des positionnements sur différents enjeux.

En Europe centrale, l'intégration européenne fut utilisée par les formations politiques pour définir les nouvelles règles du jeu politique et constituer des identités propres à capter la

⁵ György Márkus, « The Typology of Political Cleavages in East Central Europe – a Blueprint for the West ? – The Case of Hungary », *Working Papers of Political Science* n°15, Budapest, Institut de science politique, Académie des Sciences, 1997 ; Antoine Roger, « Perspectives d'intégration à L'Union européenne et formation des systèmes de partis dans les pays d'Europe centrale », *Politique européenne*, 3, 2001, pp.86-113. Voir pour les pays ouest-européens Stefano Bartolini, « La structure des clivages nationaux et la question de l'intégration dans l'Union européenne », *Politique européenne*, 4, 2001, pp.15-45 ; Gary Marks, Carole Wilson, Liesbet Hooghes, « Does Left/Right Structure Party Positions on European Integration ? », *Comparative Political Studies*, 35 (8), 2002, pp. 965-984 ; Robert Harmsen, « L'Europe et les partis politiques nationaux : les leçons d'un « non-clivage », *Revue internationale de politique comparée*, 12 (1), 2005, pp.77-94.

⁶ Aleks Szczerbiak, Paul Taggart, « Parties' Positions and Europe : Euroscepticism in the EU Candidate States of Central and Eastern Europe », *SEI Working Papers in Contemporary European Studies* n°46, Brighton, Sussex European Institute, 2001 ; Cas Mudde, Petr Kopecky, « The Two Sides of Euroscepticism : Party Positions on European Integration in East Central Europe », *European Union Politics*, 3(3), 2002, pp. 45-57 ; Robert Harmsen, Menno Spiering (dir), « Euroscepticism : party politics, national identity and European integration », *European Studies*, 20, 2004, numéro spécial.

⁷ Cet article est issu d'une recherche plus large, reposant notamment sur des entretiens avec des dirigeants partisans, menée dans le cadre d'une thèse de science politique : Laure Neumayer, « La construction de l'enjeu européen dans trois pays candidats à l'adhésion à l'Union européenne : une analyse comparée de la Hongrie, la Pologne et la République tchèque », thèse de science politique, IEP de Paris, octobre 2002.

⁸ Lors des référendums de 2003, une écrasante majorité des votants avalisa les adhésions, mais l'abstention fut très élevée. Les formations conservatrices, qui promettaient de « défendre les intérêts nationaux dans l'UE », obtinrent de bons résultats lors des élections européennes de juin 2004.

⁹ Michel Offerlé, *Les partis politiques*, 3ème édition, Paris, Presses universitaires de France, 1997.

reconnaissance de certains électorats¹⁰. Du fait de la simultanéité des changements de régime et du rapprochement avec la CEE, les structures politiques centre-européennes *s'emboîtent* rapidement dans le système politique communautaire¹¹. Les acteurs politiques intégrèrent la thématique européenne à leurs jeux stratégiques, en faisant de l'UE un modèle ou un repoussoir selon le positionnement recherché dans les espaces politiques nationaux et au niveau communautaire. Les prises de position partisans découlèrent aussi d'un travail politique visant à faire coïncider les positionnements européens avec les autres principes de division de l'espace sociopolitique. Si certaines de ces lignes de partage, comme celle portant sur l'évaluation du régime communiste, furent forgées après 1989, d'autres furent réactualisées à partir de référents politiques et symboliques hérités du passé. Ainsi réappropriées et retraduites dans les codes politiques nationaux, les questions européennes contribuèrent à la clôture des espaces politiques. La comparaison de trois pays met en évidence les principes communs des positions partisans sur l'Europe, au-delà de la diversité des outils rhétoriques utilisés par les acteurs pour promouvoir ou critiquer la construction communautaire.

Cette vision relationnelle de l'europanisation, qui repose sur les outils traditionnels de la sociologie partisane, permet de mieux saisir la dimension diachronique de ce processus et de rendre compte des clivages internes aux partis au sujet des questions européennes. Une telle approche souligne aussi la porosité des frontières entre la catégorie de l'euro-scepticisme et ses multiples dérivés (l'euro-réalisme ou l'euro-pessimisme, par opposition à l'euro-enthousiasme ou l'euro-naïveté), qui furent créés par les acteurs centre-européens à des fins de dénonciation et de classification politique. En se recentrant sur une perspective inspirée de la sociologie politique, on replace les acteurs au cœur même des processus d'europanisation.

L'intégration européenne, en tant que source de légitimité politique, fut un argument récurrent dans les luttes de classement qui organisaient le fonctionnement des espaces politiques centre-européens, selon trois dimensions : pour signifier l'inclusion et l'exclusion des acteurs du jeu politique ; dans les rapports de concurrence entre les participants légitimes de ce jeu ; dans les concurrences intra-partisanes. Après un bref exposé de la plasticité des positions européennes, ces trois dimensions sont examinées tour à tour dans la suite de cet article.

1. La plasticité des positions partisans sur l'intégration européenne

Le soutien à l'intégration européenne constitua une norme de comportement dans la redéfinition des règles du jeu politique, et donc la sélection des acteurs qualifiés pour y participer, en Europe centrale après 1989. En tant que symbole de la rupture avec le communisme, les questions européennes furent un vecteur de classement des acteurs politiques. Les programmes électoraux successifs d'un parti tchèque, l'ODS (Alliance civique démocratique)¹², illustrent les logiques et les contraintes régissant l'usage de la thématique européenne dans les positionnements politiques après la chute du communisme.

¹⁰ Pierre Bourdieu, « La représentation politique. Eléments pour une théorie du champ politique », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, 36-37, février-mars 1981, pp.3-24 ; Daniel Gaxie, Patrick Lehingue, *Enjeux municipaux. La constitution des enjeux politiques dans une élection municipale*, Paris, PUF, 1984.

¹¹ Dans les structures politiques emboîtées, la structure qui englobe l'autre cherche à lui imposer ses valeurs, en tant que « règles normatives très générales à propos des types d'honneur ou de prestige que doit rechercher un acteur politique » et « guides très généraux des types de comportement qui semblent adéquats dans la compétition ». Les structures emboîtées gèrent cependant de manière diverse leurs relations avec leur environnement, cf Frederick George Bailey, *Les règles du jeu politique : étude anthropologique*, Paris, PUF, 1971, p.165.

¹² Ce parti fut créé en avril 1991 après la scission du Forum civique, qui rassemblait les anciens opposants au régime communiste dans une structure organisée sur un mode horizontal et décentralisé.

L'Europe dans la définition des règles du jeu politique démocratique

En Europe centrale, les discours partisans sur l'intégration européenne furent des ressources collectives cruciales, en tant que marqueurs identitaires permettant de se constituer des électorats et de définir le profil de sa formation politique. Les acteurs politiques furent cependant soumis à des contraintes dans l'utilisation de ces ressources, selon les règles de la compétition politique. Lors des changements de régime en Europe centrale, une attitude pro-intégration fut construite comme un *thème normatif*, c'est-à-dire le symbole d'un ensemble de valeurs (paix, démocratie, prospérité, coopération internationale sur un pied d'égalité) qui signifiait la rupture avec le communisme. L'intégration européenne devint une norme encadrant les jeux politiques, qui définit le champ des possibles en provoquant la stigmatisation de ceux qui proposaient des options alternatives à l'adhésion à la CEE. Le soutien à l'intégration européenne constitua une *règle normative* qui, en établissant une « ligne très générale de conduite » des acteurs politiques, leur permettait de « justifier ou de discréditer une politique ou une personne », et « d'affirmer la crédibilité de leur propre crédit politique »¹³. L'enjeu européen fut ainsi générateur de légitimation - et ce d'autant plus que pour les acteurs politiques en charge des changements de régime, critiquer l'intégration européenne revenait à remettre en cause l'un des axes majeurs de ces changements, et donc à fragiliser la démocratie elle-même¹⁴.

Le programme électoral de l'ODS lors du scrutin législatif de 1992 illustre cette interprétation de l'intégration européenne comme le symbole de la rupture avec le communisme. Sa section « Politique étrangère » débutait par une longue critique des objectifs de la politique étrangère tchécoslovaque de 1948 à 1989, qui consistaient à « servir les intérêts soviétiques » et « déstabiliser les démocraties occidentales ». Le programme présentait ensuite les buts de la nouvelle politique étrangère, qui visait à « unir la Tchécoslovaquie au monde occidental, et en particulier à l'Europe occidentale, en tant qu'organisation intégrée ». Sur ces bases, la priorité du pays après le retour à une entière souveraineté était un rapprochement simultané avec des « structures européennes » non spécifiées, ainsi qu'avec l'OTAN :

« L'intégration de la Tchécoslovaquie aux structures européennes [est] le seul moyen pour stabiliser durablement notre situation politique, économique et de sécurité. Nous sommes conscients de l'importance de l'Alliance atlantique, qui fut pendant des décennies le garant de la paix en Europe et qui aujourd'hui, après ces changements historiques, continue à avoir un rôle déterminant pour le maintien de la paix et la protection de la civilisation occidentale »¹⁵.

Les contraintes pesant sur l'usage de la ressource européenne

Si une attitude pro-intégration resta une *règle normative* du jeu politique tout au long de la pré-adhésion, les acteurs politiques firent un usage stratégique des ressources tirées de l'arène européenne, selon leur positionnement recherché au niveau national et européen. La critique de la politique communautaire d'élargissement, voire de certains aspects de la

¹³ Frederick George Bailey, *op. cit.*, p.120.

¹⁴ Voir sur l'effet structurant des politiques des premières équipes dirigeantes démocratiques, Juan J. Linz, *The Breakdown of Democratic Regimes : Crisis, Breakdown and Reequilibration*, John Hopkins University Press, Baltimore, 1978, en particulier pp.17-23.

¹⁵ Les deux autres priorités étaient le développement de relations avec les pays voisins et la redéfinition des rapports avec l'ex-URSS, cf ODS, « Svoboda a prosperita – zahraniční politika » (Liberté et prospérité – Politique étrangère), 1992.

construction communautaire, devint une *règle pragmatique* pour nombre de formations partisans, c'est-à-dire un ensemble de directives qui relèvent de la « sagesse privée » des acteurs et « comblent les intervalles entre les normes » dans la dynamique du jeu politique¹⁶. Les formes de l'ajustement entre les structures politiques nationales et la structure englobante européenne évoluèrent en effet au cours des années 1990, car la progression du processus de pré-adhésion modifia l'économie des ressources et des contraintes des acteurs politiques. Le chevauchement croissant entre transformations postcommunistes et reprise de l'acquis communautaire ouvrit l'éventail des questions socio-économiques pouvant être reliées à l'intégration européenne lors de leur transformation en enjeu politique. Dans les débats sur l'intégration européenne, les partis pouvaient désormais se positionner sur des enjeux plus concrets, plus facilement perceptibles par leurs groupes de référence. L'ouverture des négociations d'adhésion, qui acheva le glissement des questions européennes de la politique étrangère vers la politique intérieure, accrut leur valeur comme ressource politique.

Cette évolution est perceptible dans les discours et les programmes de l'ODS. Quatre thèmes revenaient dans son analyse de l'intégration européenne à partir de la moitié des années 1990 : un plaidoyer pour les Etats nations, seule source d'identité et seul cadre permettant de garantir la liberté économique ; une défense de la diversité des nations face à l'uniformisation bruxelloise ; la promotion de la liberté économique par opposition à l'interventionnisme communautaire¹⁷ ; la dénonciation du « déficit démocratique » de l'UE. Après 1998, la conduite des négociations d'adhésion par les Etats membres et la Commission européenne fut interprétée comme un signe d'un comportement déloyal envers les pays centre-européens. C'est ce qu'affirma par exemple le *shadow* ministre des Affaires étrangères et chef de la section de politique étrangère de l'ODS, Jan Zahradil, alors que ces négociations avaient pris un tournant conflictuel :

« Nos négociations d'adhésion ne sont pas des négociations au vrai sens du terme, ce sont des discussions entre deux sujets inégaux, un colosse économique appelé Union européenne, et un pays relativement faible et petit, le nôtre. [...] Nous verrons si les promesses de l'Union au sujet de la solidarité et de l'aide envers les plus faibles sont tenues. Si c'est le cas, elle devrait faire des concessions dans les négociations sans chercher à nous pousser dans des directions qui ne nous sont pas favorables. [...] L'avantage principal de l'adhésion est que nous pourrions prendre part aux décisions communautaires. Ensuite il y a la possibilité de jouir des quatre libertés de circulation, même si l'UE a laissé entendre que certaines de ces libertés pourraient être temporairement limitées pour les nouveaux Etats membres. Nous serions alors un pays membre de seconde catégorie, ce qui serait extrêmement désavantageux »¹⁸.

A la fin des années 1990, les pays candidats furent par ailleurs associés à la réflexion sur la réforme des institutions communautaires, et l'ODS précisa ses positions sur la finalité de l'intégration européenne. Dès décembre 2001, son président Václav Klaus dénonça « l'unification rampante et silencieuse du continent européen ». Il appela la future Convention sur l'Avenir de l'Europe, dont les travaux devaient débiter en février 2002, à formuler « par la voie d'un document quasi-constitutionnel, ou de toute autre manière, l'objectif ultime du processus d'intégration »¹⁹. Il s'agissait avant tout de déterminer le point final de la

¹⁶ Cf Frederick George Bailey, *op. cit.*, p.18.

¹⁷ Le président de l'ODS Václav Klaus, ancien économiste dont la légitimité politique reposait en partie sur ses compétences professionnelles, critiqua fréquemment le volet économique de l'intégration européenne qu'il compara au « socialisme à visage humain », à la « troisième voie entre capitalisme et socialisme », voire au « système soviétique », cf Václav Klaus, *Evropa pohledem politika, pohledem ekonomia* (L'Europe du point de vue de l'homme politique, du point de vue de l'économiste), Prague, Centrum pro ekonomiku a politiku, 2001.

¹⁸ Entretien avec l'auteur, Prague, 13.06.2000.

¹⁹ Discours de V. Klaus disponible à l'adresse suivante : <http://www.klaus.cz>.

construction communautaire. Puis dans la perspective des élections européennes de juin 2004, le programme électoral intitulé « Décalogue des devoirs majeurs de l'ODS au Parlement européen » prôna la « simplification et la révision des bases contractuelles de l'UE »²⁰. Soulignant qu'il n'était pas indispensable que l'UE adopte un texte constitutionnel, le parti proposa un modèle d'intégration « flexible » :

« La réponse de l'Europe [aux changements sur la scène internationale] ne peut être uniquement un « approfondissement » mécanique du processus d'intégration européenne, une « fédéralisation » unidimensionnelle de l'Europe, ou d'autres constructions artificielles de nouvelles fonctions et organes qui poursuivent l'unification unidimensionnelle des politiques les plus diverses. Un monde qui change rapidement a besoin de souplesse, de capacité d'ajustement et de réaction rapide. Ce sont les piliers sur lesquels la coopération européenne doit reposer dans le futur. A de telles exigences répond la conception d'une Europe flexible – c'est-à-dire une Europe dans laquelle il existe des groupes différents d'Etats liés à différents niveaux et à des rythmes divers, selon leurs propres intérêts et priorités. Il ne faut pas craindre un tel modèle d'intégration, qui ne signifie absolument pas la faillite de l'intégration européenne en tant que telle »²¹.

Ces considérations sur l'avenir de l'intégration européenne s'accompagnaient de réflexion sur la position du pays dans l'UE et sur les inflexions souhaitables des politiques communautaires. L'ODS appela à la suppression des « discriminations » imposées par les traités d'adhésion (libre circulation des personnes et des services, paiements directs aux agriculteurs, participation au système Schengen) et à la simplification de l'activité législative de l'UE pour mettre fin à « la régulation excessive et la croissance de la bureaucratie européenne ». Son programme exposa les priorités suivantes : une étroite coopération entre l'Europe et l'Amérique du Nord sur le plan de la sécurité, le maintien de certaines politiques publiques dans les compétences nationales (la politique fiscale et les systèmes de santé) et enfin un « partage raisonnable et effectif, sans gaspillage ni augmentation, des fonds issus du budget communautaire - auquel contribuera aussi, en fin de compte, la République tchèque ». Le texte se terminait par cette promesse aux électeurs : « Nous collaborerons au Parlement européen avec sa fraction la plus importante, le PPE-DE, mais nous agissons toujours d'abord selon les intérêts de la République tchèque »²². Ces prises de position partisans qui mêlaient analyse des politiques communes et de l'architecture institutionnelle de l'Union afin de proposer un modèle d'intégration intergouvernemental témoignent de l'appropriation de la thématique européenne par ce parti.

Batailles de qualificatifs entre adversaires politiques

Dans les trois pays étudiés, les prises de position sur l'intégration européenne furent soumises à une tension croissante entre le *thème normatif* pro-européen, et un usage *pragmatique* de ce thème, comme source de capital politique, qui poussait les partis à adopter des positions polarisées. Cette tension produisit une *collusion* partisane, c'est-à-dire un accord des différentes formations politiques pour faire preuve de modération dans l'utilisation de la ressource européenne²³. Un rapide examen des termes utilisés par les acteurs politiques pour qualifier leurs visions de l'intégration européenne, et celles de leurs adversaires, témoigne de

²⁰ ODS, « Stejně šance pro všechny, modra šance pro Evropu » (Des chances égales pour tous, une chance bleue pour l'Europe), avril 2004.

²¹ *Idem.*

²² *Idem.*

²³ Cf Frederick George Bailey, *op. cit.*, p.138.

la difficulté à se démarquer de ses concurrents sur ce thème saillant sans pour autant s'exclure des jeux politiques.

Les acteurs politiques qui avaient les premiers émis des critiques envers l'Union européenne réfutèrent le terme « euro-sceptique » utilisé à des fins de dénonciation par leurs rivaux politiques. Ils forgèrent d'autres labels pour valoriser leurs propres positions en disqualifiant celles de leurs concurrents. Ils se présentèrent comme « euro-réalistes », en mettant en avant une position présentée comme une exigence d'honnêteté intellectuelle : l'adhésion à l'UE ne devrait se faire qu'après une analyse sérieuse de ses coûts et de ses bénéfices. Ces acteurs politiques établirent également une équivalence entre la domination soviétique passée et la servilité présente de leurs adversaires politiques envers l'Union européenne - comme le fit par exemple Jaroslav Zvěřina, membre de l'ODS et vice-président de la Commission pour l'intégration européenne de la Chambre des députés tchèque :

« La thématique européenne a été politisée, particulièrement à l'encontre de mon parti. Nous avons reçu l'étiquette d'euro-sceptiques, mais l'euro-scepticisme de l'ODS n'est jamais été fort au point de vouloir ralentir l'adhésion. Il ne s'agit pas de ça. Nous parlons seulement des problèmes de l'UE et nous critiquons certains de ses aspects du point de vue de ses politiques concrètes, pas du processus d'intégration lui-même. [...] L'Europe ne veut pas dire que nous disions toujours oui, que nous ayons tous les mêmes idées, les mêmes conceptions [...] Il n'y a pas de conflit entre les partis tchèques sur l'Europe. Il y a un conflit entre les « unitaristes » qui conçoivent l'Europe comme un espace politique unique et nous, qui voyons avec réalisme que l'Europe est un spectre d'idées, d'idéologies, et de nations. Il ne faut pas la concevoir de manière socialiste, nous nous souvenons du bloc soviétique, quand il y avait un seul drapeau, une seule idéologie – justement, ce n'est pas ça l'Europe, cette Europe-là ne nous plaît pas »²⁴.

Si le vocable « euro-réalisme » naquit des luttes politiques, à travers la revendication du droit de débattre librement de l'adhésion à l'UE, il prit dans le cas de l'ODS une signification plus dense. A partir de la fin des années 1990, Jan Zahradil publia dans divers supports (la presse, les matériaux électoraux et les publications du Centre pour la Politique et l'Economie, *think tank* lié à l'ODS), des réflexions sur l'intégration européenne qu'il inscrivait dans l'approche « réaliste » des relations internationales. Dans la préface d'une de ces publications, le président de l'ODS Václav Klaus définit cette école réaliste par opposition aux « représentations utopiques selon lesquelles il est possible de construire un « monde meilleur » autrement que sur la base de rapports de forces, d'estimation des intérêts et de recherche de compromis entre les Etats et leurs alliances »²⁵. C'est sur cette base que les dirigeants de l'ODS affirmaient que l'intégration européenne était leur « objectif stratégique », tout en évoquant des alternatives à l'entrée dans l'UE en cas de conditions d'adhésion défavorables. Dans la perspective des élections législatives de 2002, cette position reçut le qualificatif « d'euro-réalisme » dans une publication collective au nom du parti, qui força les autres acteurs politiques tchèques à se définir par rapport aux termes forgés par l'ODS²⁶.

Dans les trois pays étudiés les adversaires des « euros-sceptiques », qui se présentaient comme « euro-enthousiastes » jusqu'à l'ouverture des négociations d'adhésion, furent ensuite disqualifiés comme « euro-naïfs » ou « euro-ignorants », et accusés de vouloir « adhérer à l'UE le plus vite possible et à n'importe quel prix ». Lorsque les négociations devinrent plus ardues, à partir de l'année 2000, les « euro-enthousiastes » cessèrent d'utiliser ce terme pour

²⁴ Entretien avec l'auteur, Prague, 16.03.2000.

²⁵ Préface de Václav Klaus in Jan Zahradil, *Realismus místo iluzí* (Le réalisme à la place de l'illusion), Prague, Centrum pro ekonomiku a politiku, 2000.

²⁶ Jan Zahradil *et al.*, « Manifest českého eurorealismu » (Manifeste de l'euro-réalisme tchèque), avril 2001.

se définir. Evitant de qualifier leur propre positionnement, ils centrèrent leur discours sur la dénonciation de l'euro-scepticisme supposé de leurs concurrents.

2.L'Europe comme outil d'inclusion et d'exclusion des jeux politiques

Si les questions européennes étaient utilisées par l'ensemble des formations politiques pour se distinguer les unes des autres, un rejet de principe de l'intégration provoquait la disqualification politique dans les nouvelles démocraties. Cette frontiérisation des acteurs politiques reposa sur deux principes d'exclusion qui se recoupaient partiellement : l'association au régime communiste, et le classement parmi les partis protestataires.

L'association symbolique au régime communiste

En tant que nouveau principe de classification partisane, les positions sur l'intégration européenne permirent de marquer la division entre les acteurs associés symboliquement au régime communiste, et les autres (anciens membres de l'opposition démocratique ou représentants d'organisations politiques créées après 1989). Ainsi s'explique l'embarras initial des anciens partis uniques dans leur traitement des rapports avec la CEE, puis leur investissement différentiel dans les questions européennes.

Pendant la guerre froide les régimes socialistes ne reconnaissaient pas officiellement la CEE, en dépit du développement de relations économiques avec ses Etats membres et de la reconnaissance implicite de la pérennité de l'intégration européenne²⁷. Au moment de la chute des régimes communistes les successeurs des anciens partis uniques (SLD en Pologne, MSzP et MP en Hongrie, KSCĚ en Tchécoslovaquie) n'étaient pas favorables à une rapide association avec la CEE, sans parler d'une éventuelle adhésion à cette organisation. Lors des premières élections libres, tenues en 1990 ou 1991 selon les pays²⁸, ils évitèrent de prendre position sur les relations avec la CEE et centrèrent leurs discours sur la critique de l'OTAN. Les champs des possibles étaient encore relativement ouverts du fait de l'incertitude quant à l'évolution de l'URSS, tandis que dans certains pays comme la Tchécoslovaquie, les nouveaux dirigeants appelaient à une refonte radicale de l'architecture institutionnelle de l'Europe²⁹. Les anciens partis uniques, seules formations à ne pas adopter de position clairement pro-occidentale, utilisèrent ce temps de latence pour définir leurs positions. Lors des élections législatives de 1990, le parti communiste tchécoslovaque (KSCĚ) demanda ainsi la dissolution simultanée du Pacte de Varsovie et de l'OTAN, et définit ses conceptions de politique étrangère de manière

²⁷ Comme en atteste l'évolution de l'argumentation soviétique entre les « 17 thèses sur le Marché commun » de 1957, qui prédisaient une rapide dissolution de la CEE, et l'offre de reconnaissance mutuelle entre le CAEM et la CEE de 1986, cf Françoise de la Serre, « A la recherche d'une Ostpolitik », in Françoise de la Serre, Christian Lequesne, Jacques Rupnik, *L'Union Européenne, ouverture à l'Est ?*, Paris, PUF, 1994, pp.11-17.

²⁸ Les premières élections libres eurent lieu en Hongrie en avril 1990 et en Tchécoslovaquie en juin 1990. En Pologne, les élections de juin 1989 furent « semi-libres » : conformément aux accords conclus entre le pouvoir et l'opposition, un système électoral *ad hoc* accordait d'avance aux communistes et à leurs alliés 65 % des 460 sièges du Sejm (la Chambre basse), les autres 35 % devant être comblés par élection libre. Le Sénat était réinstitué avec 100 sièges à combler sans répartition préalable entre pouvoir et opposition. Un scrutin totalement libre fut organisé en octobre 1991.

²⁹ Entre 1989 et 1992, le président tchécoslovaque Václav Havel et son ministre des Affaires étrangères Jiří Dienstbier prônaient la réorganisation de l'OSCE, la dissolution simultanée de l'OTAN et du Pacte de Varsovie, et la création d'une confédération européenne sur la base du Conseil de l'Europe, cf Magardisch Hatschikjan, « Die aussenpolitiken Neuorientierung in Ostmitteleuropa », *Aussenpolitik*, vol. 45, n° 1, 1994, pp. 52-60.

vague : « le soutien à la paix, à la liberté, à la démocratie, à l'indépendance des nations et des États, et à la justice sociale »³⁰.

L'évolution vers la social-démocratie entreprise par le SLD polonais (Alliance de la gauche démocratique) et le MSzP hongrois (Parti socialiste hongrois) témoigne de la transformation de la contrainte normative européenne en ressource de reconversion. Ces deux partis firent progressivement de leur soutien à l'entrée dans l'UE un symbole de rupture avec le passé, un outil d'insertion dans la famille socialiste internationale, et une marque de fidélité aux valeurs de solidarité incarnée par l'« économie sociale de marché » à la base de l'intégration européenne. La construction de cette nouvelle identité passa par l'imposition d'une ligne partisane pro-européenne et la valorisation des acteurs politiques incarnant l'acceptation du changement de régime.

La trajectoire du MSzP hongrois illustre un tel usage de l'intégration européenne. Ce parti, défini comme « 'social-démocrate socialiste' sans référence dogmatique au marxisme » dès son II^{ème} Congrès de mai 1990, centra d'abord son discours sur la dénonciation des coûts sociaux des réformes postcommunistes. Après son succès aux élections législatives de 1994, il construisit une identité politique fondée sur l'expertise et le pragmatisme. Ce recentrage correspondait à la fois à une stratégie électorale et à la montée en puissance d'une aile dite « sociale-démocrate » autour du Président du parti Gyula Horn, qui veillait au maintien d'un consensus officiel pro-européen³¹. L'entreprise de relégitimation du MSzP s'appuya largement sur la dimension internationale de son action, à travers le rappel du rôle personnel de Gyula Horn dans l'ouverture de la frontière austro-hongroise en août 1989. La reprise précoce des contacts avec l'Internationale socialiste alla dans le même sens : le MSzP, qui posa sa candidature à l'Internationale socialiste dès novembre 1989, y fut admis comme observateur en septembre 1992, puis membre à part entière en décembre 1994. L'adhésion à la Déclaration de Stockholm de l'Internationale socialiste constitua son nouveau socle idéologique officiel, et un signe de soutien inconditionnel à « l'europanisation » et à « l'occidentalisation » de la Hongrie³². Le MSzP réussit ainsi à cumuler les images de protecteur des intérêts des plus défavorisés et de force politique modernisatrice.

Par sa carrière et son discours, son vice-président Tibor Szanyi symbolise cette mutation partisane. Cet économiste, ancien membre du parti et haut fonctionnaire du ministère de l'Agriculture sous le communisme, exerça d'importantes responsabilités dans la gestion des relations économiques avec la CEE dès 1989³³. Il fut élu sur la liste du MSzP en 1998, après avoir été également approché par le parti libéral SzDSz (Alliance des démocrates libres). En 2000, il cumulait plusieurs fonctions liées aux questions européennes, comme la présidence du groupe de travail « intégration européenne » du parti et la vice-présidence de la Commission parlementaire pour l'intégration européenne. Ce polyglotte qui se revendiquait de l'aile sociale-démocrate du MSzP, se targua ainsi d'appartenir à la formation politique la plus pro-européenne de Hongrie :

³⁰ KSC, « Volební program » (Programme électoral), 1990.

³¹ Le MSzP laissa cependant se développer dès 1990 diverses « plate-formes » représentant des tendances alternatives, comme les syndicats, les libéraux sociaux, les nationaux, et les marxistes, cf Barnabás Racz, « The Socialist-Left Opposition in Post-Communist Hungary », *Europe-Asia Studies*, 45(4), 1993, p. 658.

³² András Bozóki, *Between Modernization and Nationalism : Socialist Parties Under Post-Socialism*, CEU Working Papers n° 7, Budapest, février 1997, pp. 36-37.

³³ Après avoir appartenu au Département des questions internationales du ministère de l'Agriculture, Tibor Szanyi entra en contact avec la Commission européenne dès le lancement du programme d'assistance technique PHARE en décembre 1989. Il quitta le ministère en 1990 pour créer une société de conseil qui distribuait en Hongrie des matériaux (brochures, journaux, livres) sur l'intégration européenne. A partir de 1998 il exerça son mandat de député tout en dirigeant la Maison de l'Europe, chargée de diffuser l'information communautaire vers les acteurs économiques hongrois.

« Mon parti est un pionnier dans la promotion de telles idées. Je peux vous confirmer que le Parti socialiste est le parti le plus impliqué dans les affaires européennes. Je ne suis pas très convaincu par les opinions des autres partis. Tout le monde dit « oui, c'est bien, nous devons promouvoir l'Europe », mais personne ne le fait aussi intensément que le MSzP. Cela s'explique. L'une des idées européennes est celle d'un continent solidaire, et c'est une valeur sociale-démocrate avant tout. Même si M. Kohl et son parti par exemple étaient très impliqués dans la promotion des idées européennes – je ne dis pas que les conservateurs ne sont pas européens – ils le sont probablement, ils le sont... mais de manière organique, ou génétique, l'Union européenne actuelle a été dessinée par ce que les formations politiques sociales-démocrates avaient l'habitude de promouvoir »³⁴.

En revanche, les partis KSČM³⁵ en République tchèque, et MP en Hongrie³⁶, construisirent une identité « néo-communiste » fondée sur l'acceptation des principes démocratiques et la fidélité au marxisme³⁷. L'ostracisme de ces deux formations fut renforcé par des réticences envers l'intégration européenne que leurs concurrents présentaient comme le signe ultime de leur absence de rupture avec le socialisme. Ce vecteur de classement entre ancien et nouveau régime perdit de sa force au cours des années 1990, lorsque la diffusion de positions ambivalentes au sujet de l'entrée dans l'UE banalisa les réticences des néo-communistes. Mais il restait réactualisable en cas de superposition avec d'autres principes de division politique, comme la distinction entre partis protestataires et partis de gouvernement.

La distinction entre partis protestataires et partis de gouvernement

Les partis qui contestaient les règles du jeu politique et rejetaient les transformations postcommunistes utilisèrent les questions européennes pour se démarquer des partis de gouvernement en dénonçant leur supposée collusion au sujet de l'adhésion à l'UE. Qu'elles se rattachent à la droite radicale ou à l'extrême gauche, ces formations politiques voyaient en l'Union européenne le symbole d'une mondialisation et d'un libéralisme honnis. Elles tentèrent de structurer les jeux politiques autour d'un unique principe de distinction socio-politique qui coïncidait avec les positions sur l'intégration européenne. Mais selon le positionnement qu'elles recherchaient dans les espaces politiques, certaines de ces formations évoluèrent dans leur approche de l'adhésion à l'UE afin de dépasser leur catégorisation comme parti protestataire.

Les partis de la droite radicale se présentaient comme « préoccupés par le destin de la nation ». Le souci de préserver l'identité et la souveraineté nationales justifia leur opposition à une intégration européenne accusée de mener à la disparition des peuples européens³⁸.

En Hongrie par exemple, une version radicale du *populisme*³⁹ de l'entre-deux-guerres fut réactivée par le parti MIÉP (Parti de la justice et de la vie hongroise), créé en 1993. Ce

³⁴ Entretien avec l'auteur, Budapest, 27.03.2000.

³⁵ Le KSČ adopta des structures fédérales et prit le nom de KSČM (Parti communiste de Bohême et Moravie) dans la partie tchèque de la fédération tchécoslovaque en 1990.

³⁶ Le MP (Parti ouvrier) fut fondé en 1990 par l'aile la plus orthodoxe du MSzMP. Il échoua à entrer au Parlement après 1989, faute de dépasser le seuil de 5% des suffrages.

³⁷ Michel Perottino, « Un visage pratique du « néo-communisme » tchèque : la propagande électorale du Parti Communiste de Bohême et de Moravie depuis 1990 », *Revue d'Etudes Comparatives Est-Ouest*, 31(3), 2000, pp. 43-68.

³⁸ C'était notamment la base de l'argumentation de la LPR (Ligue des familles polonaises) en Pologne et du SPR-RSČ (Parti républicain) en République tchèque.

³⁹ L'école de pensée dite *populiste*, apparue d'abord dans des romans ruralistes à la fin du XIX^{ème} siècle, se déploya dans le champ politique et géopolitique après la première guerre mondiale. Fondée sur l'idée d'un destin particulier du peuple hongrois, elle aspirait à une « troisième voie » entre socialisme et capitalisme. Les *urbains*

parti critiquait simultanément le libéralisme, la « confiscation de la révolution de 1989 » par des élites corrompues et la domination du pays par un « bloc judéo-bolchévo-libéral »⁴⁰. Au lieu de rejoindre l'Union européenne, le MIÉP proposait de fonder un « État bâtisseur de la nation » qui renforcerait la sécurité des familles, protégerait l'économie du capital étranger et permettrait à la Hongrie de « retrouver sa fierté en tant que nation »⁴¹. Ses représentants accusaient les élites politiques et économiques hongroises de s'allier avec l'UE pour soumettre le pays à l'étranger. Le vice-président du groupe parlementaire MIÉP, Zoltán Balczó, mobilisa ainsi des arguments historiques pour dénoncer la servilité de ces élites envers l'Union européenne :

« Les hommes politiques et les hauts fonctionnaires hongrois chargés de l'intégration européenne disent que nos intérêts nationaux, nos intérêts en tant que pays, sont moins importants que les intérêts de toute l'Union européenne [...] Historiquement, les intérêts nationaux de la Hongrie ont toujours été négligés. La Hongrie n'a jamais pu promouvoir ses propres intérêts parce que c'était un pays faible et petit. Elle a défendu pendant des siècles l'Europe chrétienne contre les Turcs. Ensuite l'Europe nous a jetés dans la zone d'influence de l'Union soviétique. C'est pour cette raison que nous n'avons pas pu atteindre un niveau de développement politique et économique satisfaisant et que nous ne pouvons pas satisfaire les exigences des autres pays qui ont pu se développer pendant ce temps [...] Selon certaines rumeurs, les pays qui vont adhérer à l'Union n'auraient pas les mêmes droits que les autres, mais un statut intermédiaire. Cela ressemble à une situation de parents pauvres, qui peuvent habiter chez nous mais doivent quand même faire le ménage »⁴².

Les partis néo-communistes, comme le MP hongrois et le KSČM tchèque, furent également classés parmi les formations protestataires. La trajectoire du KSČM dans les années 1990 illustre l'usage stratégique des questions européennes pour se libérer de ce stigmate et redéfinir sa place dans les jeux politiques. Au début des années 1990 cette formation interpréta l'intégration européenne comme un facteur favorisant la mondialisation néo-libérale, qui aggravait la domination des économies centre-européennes par les entreprises multinationales et creusait les inégalités sociales. Dans son programme électoral de 1996, le KSČM défendit une position de principe en faveur de la coopération internationale « dans la tradition internationaliste de gauche ». Développant une vision très critique de l'Union européenne, il affirma la nécessité de redéfinir le lien entre construction communautaire et mondialisation :

« L'approche qu'à la droite tchèque de l'intégration européenne comporte un risque en soi. L'Union européenne est dépeinte de façon unilatérale comme un paradis, auquel nous pouvons appartenir si nous adhérons aussi vite que possible. En réalité l'Union européenne contemporaine est l'instrument supranational de la politique des riches contre les pauvres. Derrière la vision idéologique de retour à l'Europe et d'intégration dans les structures économiques européennes se cache une entreprise apportant un profit économique très concret, réservé à une couche de la nouvelle bourgeoisie tchèque. [...] La politique actuelle d'intégration européenne fait de l'Europe un continent de domination des grandes puissances et du capital supranational, un continent de profondes inégalités nationales et sociales »⁴³.

prônaient en revanche un rapprochement avec les démocraties libérales ouest-européennes, cf Tamás Fricz, *Az népi-urbánus vita tegnap és ma* (Le débat populiste-urbain hier et aujourd'hui), Budapest, Napvilág, 1997.

⁴⁰ Balazs Kiss, « Tagoltság és világkép – Csurka István politikai írásai » (Dichotomie et vision du monde chez István Csurka), in István Balogh (dir), *Törésvonalak és értékválasztások* (Ruptures et choix de valeurs), Budapest, Institut des sciences politiques, Académie des sciences hongroise, 1997.

⁴¹ István Csurka, « A nemzetépítő állam – a MIÉP programja » (L'État bâtisseur de la nation – le programme du MIÉP), *Havi Magyar Fórum*, 1998.

⁴² Entretien avec l'auteur, Budapest, 30.03.2000.

⁴³ KSČM, « Za občanskou a sociální spravedlnost » (Pour une justice civique et sociale), 1996.

Les communistes tchèques proposèrent également de reporter l'adhésion, afin de rejoindre l'Union comme un partenaire à part entière, et non « un territoire ouvert à la colonisation économique »⁴⁴. Ils adoucèrent cependant leurs critiques au tournant des années 2000, lorsqu'ils tentèrent de capitaliser leurs succès électoraux pour obtenir des positions de pouvoir⁴⁵. Le KSČM réclama alors un « vrai bilan » des coûts et des bénéfices de l'intégration à l'UE avant de décider de l'adhésion, et mit en garde contre le choc social que provoquerait une intégration mal préparée. Mais il n'évoqua ni une alternative à l'adhésion, ni de calendrier permettant de la repousser dans le temps. Divisé sur les questions européennes, le parti appela à un « non provisoire » au référendum sur l'adhésion de juin 2003 en raison des conditions « défavorables » offertes par l'UE - tout en annonçant qu'il respecterait les résultats de cette consultation. Lors des élections européennes de juin 2004, le programme électoral du KSČM prit acte de l'adhésion et affirma que ses candidats travailleraient à la transformation de l'Union européenne dans un sens plus social. La promesse de « transformer l'UE de l'intérieur » justifia sa participation à la compétition pour des positions dans une institution, le Parlement européen, dont il dénonçait par ailleurs la faible légitimité :

« Les objectifs à long terme du KSČM seront de s'unir dans de nombreux domaines non seulement aux objectifs, mais avant tout aux luttes politiques de gauche et aux autres initiatives de l'Europe orientées dans un sens social. [...] La forme actuelle de l'intégration européenne n'est pas définitive. La progression de l'intégration européenne et ses résultats à ce jour mettent les citoyens devant la nécessité d'un changement radical d'orientation [...] Notre objectif fondamental est de renforcer l'influence de la gauche sur la scène européenne et internationale, en participant activement au travail et à l'union des programmes de la gauche européenne, pour créer une vision de nouvelles relations sociales et politiques »⁴⁶.

Si le KSČM tchèque n'accomplit pas la reconversion idéologique effectuée par le SLD polonais et le MSzP hongrois, les glissements successifs de son discours témoignent d'un fort investissement de l'arène européenne. Après s'être classé parmi les formations « euro-réalistes » et non « euro-sceptiques », ce parti tenta de transférer vers l'arène politique nationale la légitimité obtenue par son succès aux élections européennes de juin 2004⁴⁷. Aspirant à la reconnaissance de sa vocation à gouverner, ses dirigeants profitèrent de ses bons résultats électoraux pour réclamer une participation au pouvoir en République tchèque.

3.L'Europe dans les rapports de concurrence entre les participants légitimes des jeux politiques

Après avoir été utilisées pour la création des lignes de division structurant les espaces politiques, les positions sur l'intégration européenne furent mobilisées par les partis qui cherchaient à redéfinir ces lignes de fracture afin d'améliorer leur propre position dans les espaces politiques. Les questions européennes permirent ainsi des divisions mouvantes entre les acteurs considérés comme habilités à gouverner.

Concurrences pour la représentation d'un segment de l'électorat

⁴⁴ KSČM, « Přehled dosavadního vývoje a rozšiřování EU » (Aperçu du développement actuel et de l'élargissement de l'UE), 1999.

⁴⁵ Après avoir recueilli environ 10% des suffrages exprimés lors des élections législatives de 1996 et 1998, le KSČM obtint 18,5% des voix lors du scrutin législatif de 2002.

⁴⁶ KSČM, « S vámi pro vás, doma i v EU » (Avec vous et pour vous, dans le pays et dans l'UE), mai 2004.

⁴⁷ Le KSČM obtint 20,26% des voix aux élections européennes de juin 2004.

Les compétitions entre des partis proches dans l'espace politique, comme les libéraux, les conservateurs et les libéraux conservateurs, illustrent le caractère relationnel de prises de position sur l'intégration européenne. Comme pour tout label politique, un certain flou entoure la définition des notions de libéralisme et de conservatisme en Europe centrale. Les premières élections libres avaient vu la victoire d'un conservatisme mal défini, représenté par des formations hétéroclites unies par le rejet du communisme⁴⁸. Certains mouvements, qui se définissaient comme traditionalistes, glorifiaient des valeurs présentées comme étant propres à la communauté nationale. D'autres formations empruntaient au néolibéralisme économique sa promotion du marché. Ces deux courants utilisèrent notamment les questions européennes pour se démarquer l'un de l'autre. Si un soutien sans réserve à l'intégration européenne fut mis en avant par les formations libérales (comme l'US tchèque, l'UW polonais et le SzDSz hongrois), les partis qui se définissaient comme libéraux-conservateurs (l'ODS tchèque, le FIDESz hongrois et l'AWS polonais) appelèrent à une refonte de l'intégration européenne pour mieux protéger les souverainetés et les identités nationales.

Ainsi, l'identité politique conservatrice reposa en partie sur la critique de la construction communautaire - comme le montre l'exemple hongrois. Dans ce pays, la distinction progressive entre les deux formations définies comme libérales au début des années 1990, le SzDSz (Alliance des démocrates libres) et le FIDESz (Alliance des jeunes démocrates), passa par un usage stratégique de l'enjeu européen de la part du FIDESz⁴⁹. En 1990, ce parti approuvait l'intégration européenne, en particulier pour sa déréglementation économique et son marché unique. A partir de 1993, son repositionnement vers l'affirmation d'une identité libérale-conservatrice, visait à contrer le rapprochement entre le parti libéral SzDSz et l'ancien parti unique reconverti à la social-démocratie, le MSzP. Or cette alliance se concrétisa par la formation d'un gouvernement socialiste-libéral à l'issue des élections législatives de 1994. Le FIDESz accentua alors ses critiques de l'Union européenne, qu'il accusa notamment de menacer les identités nationales. Ce repositionnement lui permit de se distinguer du SzDSz en critiquant sa « servilité » envers l'UE. Il contribua aussi à la création d'un vaste parti conservateur par absorption d'autres formations qui exprimaient également des réticences envers l'entrée dans l'Union. A partir de 1998, la coalition gouvernementale conservatrice formée sous l'égide du FIDESz s'appuya sur l'anti-communisme et la cause nationale⁵⁰. L'enjeu européen fut placé à la conjonction de ces deux éléments centraux : les partis MSzP et SzDSz furent respectivement accusés d'obéir aux ordres de Bruxelles comme l'ancien parti unique avait obéi à ceux de Moscou, et de négliger la nation hongroise en faveur du « cosmopolitisme ». Pour se démarquer de ses concurrents principaux, le FIDESz raviva une distinction au sujet du communisme en affirmant qu'en s'alliant au successeur de l'ancien parti unique, les dirigeants du SzDSz avaient trahi non seulement le camp libéral, mais aussi leur passé dissident.

Le cas hongrois montre que les distinctions entre libéraux et conservateurs pouvaient également reposer sur l'établissement d'un lien entre l'intégration européenne et la filiation avec l'ancienne opposition démocratique. Les acteurs politiques qui cherchaient à

⁴⁸ George Schöpflin, « Conservatism and Hungary's Transition », *Problems of Communism*, 40 (1-2), 1991, pp. 60-68.

⁴⁹ Trois partis furent créés en Hongrie entre 1988 et 1990 : le SzDSz (Alliance des démocrates libres) fut formé par le courant « libéral » de l'opposition démocratique, tandis que le MDF (Forum démocratique hongrois) représentait son aile « nationale ». Le FIDESz fut créé par de jeunes opposants au régime sans passé dissident, cf László Deme, « Liberal Nationalism in Hungary, 1988-1990 », *East European Quarterly*, XXXII (1), 1998, pp. 57-82.

⁵⁰ Erwin Csizmadia, « A liberalizmus és a liberális pártok az 1998-as választások után » (Le libéralisme et les partis libéraux après les élections de 1998), *Magyarország politikai évkönyve*, 2000, pp. 70-77.

s'approprier le capital symbolique de la dissidence créèrent un lien d'équivalence, ou au contraire d'antinomie, entre l'opposition au communisme et l'intégration européenne. Certains présentèrent l'entrée dans l'UE comme l'accomplissement de leur engagement passé en faveur de la démocratie et des droits de l'homme, tandis que d'autres critiquèrent une construction communautaire qui reniait les valeurs morales de la dissidence. Cette ligne de distinction ne fut pas activée en République tchèque, où l'opposition démocratique avait été peu nombreuse et isolée de la société, et où une référence positive à la dissidence n'acquiesça pas la même centralité dans l'espace politique postcommuniste. Dans ce pays, la compétition démocratique se structura rapidement autour de l'ODS, parti conservateur qui avait construit son identité politique par opposition à l'ethos dissident, et du ČSSD, parti social-démocrate reconstitué après avoir été maintenu en exil sous le communisme⁵¹.

En revanche la thématique européenne fut utilisée de manière opposée par des courants concurrents de l'ancien mouvement d'opposition Solidarité en Pologne, qui avait donné naissance à plusieurs partis. En 1994, le parti libéral UW (Union de la liberté) fut créé à partir de deux formations soutenant activement l'intégration européenne, l'UD (Union démocratique) et le KLD (Congrès libéral-démocratique). Le consensus sur la promotion de l'entrée dans l'UE établit un lien entre les diverses tendances qui composaient ces partis. L'image d'une formation politique pro-intégration, qui perdura malgré les évolutions idéologiques ultérieures de l'UW, lui permit de se distinguer des autres héritiers de Solidarité qui se regroupèrent en 1996 dans la coalition AWS (Action électorale Solidarité). Pour l'AWS certaines valeurs de l'opposition démocratique, et notamment les principes de la morale chrétienne, étaient dévoyées dans l'Union européenne. En revanche selon l'UW, l'intégration européenne constituait le meilleur moyen d'assurer l'irréversibilité de la chute du communisme en préservant la liberté individuelle et le pluralisme.

Les dissensions entre anciens membres de l'opposition démocratique au sujet du lien entre les valeurs chrétiennes et l'intégration européenne ressurgit à plusieurs reprises au cours des années 1990 en Pologne - lors de l'adoption d'une nouvelle Constitution en 1997, à l'occasion des prises de position de l'Eglise catholique sur l'entrée dans l'UE, ou encore lors des débats de 2003-2004 sur le Traité constitutionnel européen. Les conservateurs du parti PiS (Droit et justice) et les libéraux-conservateurs du parti PO (Plate-forme civique)⁵², critiquèrent notamment l'absence de référence aux racines chrétiennes dans le préambule de la Constitution. En revanche les libéraux de l'UW appelèrent au compromis sur la question des valeurs chrétiennes, au nom du pluralisme européen :

« Reconnaître le rôle de la chrétienté dans l'histoire de l'Europe est une question de vérité historique. A la chrétienté peuvent aussi être ajoutés la philosophie grecque et le droit romain, la pensée des Lumières et l'influence de l'Islam. Il ne faut pas donner l'impression de diviser l'Europe entre les croyants et les non croyants, cela est contraire au pluralisme qui est à la base de notre culture. Il s'agit de la contribution de la chrétienté, pas de son imposition comme valeur unique »⁵³.

« L'intérêt national » et la disqualification des adversaires politiques

⁵¹ Cet éthos de la dissidence, fait d'interprétation morale de l'engagement politique et de réticence envers la forme partisane, s'incarna cependant dans la personne du président de la République Václav Havel. Ce dernier se prononça sans équivoque pour l'entrée dans l'UE, tout en critiquant cette organisation pour son absence de dimension spirituelle, sa complexité organisationnelle et sa fermeture au monde, cf Peter Bugge, « České vnímání perspektiv členství v EU – Havel vs Klaus » (Perspectives tchèques de l'intégration à l'Union européenne – Havel vs Klaus), *Politologická Revue*, 2, 1998, pp. 76-110.

⁵² Ces deux formations furent créées après l'éclatement de l'AWS en 2001.

⁵³ « Z czym partie idą do Unii ? » (Avec quoi les partis vont-ils dans l'Union ?), *Gazeta Wyborcza*, 05-06.06.2004.

Les positions européennes furent mobilisées dans la création des identités politiques à partir de la réactivation de visions dichotomiques de l'espace social fondée sur des référents symboliques et historiques propres à chaque pays. Certains acteurs politiques reprurent les éléments constitutifs de la culture anti-occidentale⁵⁴ propres à chaque pays - comme la distinction laïcs / religieux en Pologne, ou le clivage *populistes / urbains* en Hongrie, en les présentant comme étant au principe de « l'intérêt national ». Cette notion vague et facilement instrumentalisable fut largement utilisée par les partis conservateurs et libéraux-conservateurs, afin de disqualifier les libéraux qui réfutaient toute opposition entre intérêt national et intégration européenne.

Włodzimierz Puzyna, Secrétaire pour les relations extérieures du parti libéral polonais UW (Union de la liberté), affirma par exemple clairement l'équivalence entre entrée dans l'UE et intérêt national :

« Notre intérêt national consiste à nous trouver le plus vite possible dans l'UE ! Pour ce faire, nous devons profondément transformer notre pays. On peut dire que toute la transformation économique et sociale a pour objectif une préparation rapide à l'adhésion à l'UE [...] Les coûts de l'intégration européenne sont très proches des coûts de la transformation dans d'autres pays, la différence étant que nous devons faire tout très vite pour rattraper les grands retards hérités du passé. Les gens pensent que ces coûts sont plus lourds pour nous. Mais ce sont les coûts de la modernisation, qui est indispensable, que nous entrons ou non dans l'Union. L'ampleur de ces coûts dépendra de la vitesse à laquelle nous adhérons et bénéficierons de l'aide communautaire »⁵⁵.

L'intérêt national fut utilisé comme argument par le parti tchèque ODS⁵⁶. Dès la scission de la fédération tchécoslovaque en janvier 1993, le président de l'ODS Václav Klaus souligna que la République tchèque devait affirmer la légitimité du sentiment national en même temps qu'elle renouait avec son identité européenne, en rejetant « un internationalisme artificiel, bureaucratique et créé par le haut ». Il présenta ce défi de la manière suivante :

« La question de notre position présente et future en Europe est précisément la question de notre identité nationale et étatique, l'interrogation sur ce que nous pouvons offrir dans le contexte européen, sur ce que nous pouvons exiger de nos partenaires, sur ce que nous sommes capables de réaliser. Il ne s'agit pas d'une réflexion abstraite, mais d'une question extrêmement pratique – il s'agit de la formulation de nos intérêts nationaux et étatiques »⁵⁷.

Les dirigeants de l'ODS poursuivirent leur réflexion sur l'intérêt national tout au long des années 1990. Dans son discours au Congrès d'Ostrava d'octobre 2001, Jan Zahradil définit son parti comme étant « de droite, libéral et conservateur ». Il le qualifia également de « national » en ajoutant : « il ne s'agit pas d'un quelconque nationalisme ni d'une catégorie dépassée du XIX^e siècle. Les intérêts nationaux sont une réalité constante dans le monde et l'Europe d'aujourd'hui, et non une chimère du passé. Nous savons les définir et donc, nous

⁵⁴ La culture peut être définie comme « un ensemble de structures de compréhension » qui servent d'outils d'identification aux communautés politiques. Ces stocks d'idées, de pratiques et de représentations peuvent être une ressource politique, en tant que source de légitimité et instrument de mobilisation, cf Clifford Geertz, *The Interpretation of Cultures*, New York, Basic Books, 1973, p.5.

⁵⁵ Entretien avec l'auteur, Varsovie, 15.12.1999.

⁵⁶ En Hongrie, l'opposition entre intérêt national et intégration européenne s'incarna dans le soutien aux minorités hongroises des pays voisins, car les partis conservateurs distinguèrent les « intérêts de l'Etat » (entrer dans l'UE) et les « intérêts de la nation » (aider les minorités). En Pologne, certains conservateurs mobilisèrent un sentiment historique de marginalisation et appelèrent à « rechristianiser l'Europe » pour défendre la foi catholique, constitutive de l'identité nationale, face à la décadence morale de l'Occident.

⁵⁷ « Česká Republika a myšlenka evropské integrace » (La République tchèque et l'idée d'intégration européenne), in *Společná politika pro Evropu – sborník projevů k evropské integraci* (Une politique commune pour l'Europe – recueil de discours sur l'intégration européenne), Fondation Konrad Adenauer, Prague, 1993, p. 24.

savons les protéger»⁵⁸. Faisant référence aux « traditions nationales » développées dans le passé par des acteurs politiques illustres comme Palacký, Havlíček et Masaryk, Jan Zahradil présente la nation tchèque comme étant par essence pragmatique, démocratique et cultivée⁵⁹. Promouvant la définition tchèque de la démocratie comme seule conception « authentique », il mit en garde l'Union européenne contre certaines visions néfastes de l'Europe - comme « la nostalgie habsbourgeoise, le fédéralisme allemand ou le pan-européanisme »⁶⁰.

Le parti libéral US (Union de la liberté), en revanche, refusa de s'inscrire dans cette dichotomie entre intérêt national et adhésion à l'Union européenne. Interrogés sur ce point, ses dirigeants définirent l'intérêt national tchèque comme une ouverture rapide et complète à l'UE. L'ancien ministre de la Défense Michal Lobkowicz exprima ainsi cette position de principe en faveur du libéralisme :

« Notre intérêt national consiste à devenir membre de l'UE. A l'heure actuelle, il consiste à négocier des conditions, à devenir membre à des conditions qui seront avantageuses, ou au moins qui ne seront pas désavantageuses, pour nous. De cela découlent nombre de détails et de problèmes pratiques, mais je dirais de manière générale que le principe fondamental est que l'ouverture maximale est dans notre intérêt en tant que nation. Toutes ces craintes, comme un rachat du pays par les Allemands, ou ce genre de choses, sont des absurdités totales. Bien sûr il y aura des problèmes dans l'environnement ou l'agriculture, et là nous aurons besoin de négocier certaines exceptions, mais je pense que notre principe devrait être 'le plus ouvert sera le mieux' »⁶¹.

L'Europe dans les relations entre prétendants et sortants du champ politique

Avec le développement des relations avec l'Union européenne, les oppositions utilisèrent plus fréquemment la thématique européenne dans leurs conflits avec les gouvernements, auxquels elles reprochèrent soit de ne pas défendre efficacement les intérêts nationaux, soit d'avoir un discours pro-européen qui ne s'accordait pas à leur pratique. Entre 1998 et 2002, les Rapports annuels de la Commission européenne sur la préparation de chaque pays à l'adhésion, firent l'objet d'une telle instrumentalisation. Mais ils furent également filtrés par les positionnements idéologiques sur l'intégration européenne des différents acteurs. Ceci provoqua des lignes de fracture improbables en République tchèque, en brouillant le schéma attendu selon lequel l'opposition conservatrice s'appuierait sur ces Rapports pour critiquer le gouvernement social-démocrate. Pour l'ODS, la réplique à la Commission européenne eut priorité sur la prise en compte des configurations politiques internes, alors que le ČSSD continua à affirmer sa proximité avec la Commission même lorsque celle-ci critiquait ses politiques publiques.

Les usages de l'intégration européenne par des partis concurrents se complexifièrent sous l'effet de l'entrecroisement de plusieurs lignes de distinction dans les espaces politiques. Par exemple sous le gouvernement conservateur-libéral AWS-UW entre 1997 et 2000 en Pologne, trois lignes de division structuraient les prises de positions politiques : une division ancien régime/dissidence qui coïncidait avec la distinction gouvernement/opposition (SLD contre UW+AWS) ; une opposition pro-intégration/euroréaliste qui clivait la coalition gouvernementale (UW+SLD contre AWS) ; et enfin une distinction de nature idéologique entre libéraux/conservateurs/sociaux-démocrates (UW contre AWS contre SLD). Dans ce

⁵⁸ Discours au XIIème Congrès d'Ostrava, octobre 2001.

⁵⁹ Cf Ladislav Holy, *The Little Czech and the Great Czech Nation*, Cambridge, Cambridge University Press, 1996.

⁶⁰ Jan Zahradil *et al.*, « Odpověď kritikům Manifestu českého eurorealismu » (Réponse aux critiques du Manifeste de l'euroréalisme tchèque), octobre 2001.

⁶¹ Entretien avec l'auteur, Prague, 15.06.2000.

contexte, les débats européens donnèrent lieu à une série de confrontations entre libéraux et conservateurs, que ceux-ci tentèrent de minimiser dans l'intérêt de la stabilité gouvernementale. Bien que l'UW et le SLD se soient présentées comme les formations les plus pro-européennes, tout rapprochement entre elles était difficilement concevable du fait de leurs filiations respectives dans l'opposition démocratique et l'ancien parti unique. Par ailleurs l'AWS dénonça la « coalition cachée » forgée par l'UW et le SLD afin d'imposer à la Pologne une conception de l'intégration européenne tenant plus d'une « utopie de gauche » que d'une « Europe des patries » que prônaient les conservateurs. Pendant la campagne présidentielle d'octobre 2000, le candidat de l'AWS Marian Krzaklewski critiqua ainsi « l'idéologie unioniste » et affirma que le SLD et l'aile gauche de l'UW faisaient de l'intégration à l'UE une fin en soi, au détriment de la protection des intérêts polonais⁶². Pour sa part, le SLD déplora les divisions de la coalition gouvernementale UW/AWS au sujet de l'UE, qui constituaient une source de faiblesse des positions polonaises face à l'UE. Les configurations politiques nationales définirent donc des lignes de division sur l'Europe spécifiques et évolutives.

4. La dimension intra-partisane des prises de position sur l'intégration européenne

Le caractère ambivalent des positions sur l'intégration européenne découlait du poids du *thème normatif* pro-européen, mais aussi de divergences intra-partisanes à ce sujet⁶³. L'évolution des rapports de force internes aux formations politiques suscita des inflexions des positionnements partisans, tandis que les tensions entre les logiques idéologiques et institutionnelles des positions européennes provoquaient des conflits pouvant aller jusqu'à la scission.

Divergences internes sur l'Europe

Les discussions sur l'avenir de l'UE divisèrent certaines coalitions gouvernementales, et menacèrent les alliances entre les courants qui composaient les formations politiques - indépendamment de l'enthousiasme pro-européen des lignes partisans officielles. Ces différences provenaient des trajectoires personnelles des différents dirigeants, ainsi que de leurs divergences idéologiques.

C'est par exemple le cas du parti libéral polonais UW (Union de la liberté), qui avait pourtant placé la promotion de l'intégration européenne au cœur de son identité politique. Comme l'expliqua Mikołaj Wogdielewicz, un conseiller du ministre des Affaires étrangères Bronisław Geremek, les divergences idéologiques entre divers camps interdisaient à cette formation de définir une conception unique de la construction communautaire :

« Il existe quatre factions qui se distinguent au sujet de l'intégration européenne : les libéraux comme Jan Krzysztof Bielecki, qui sont en faveur de l'adhésion mais ont des doutes car ils trouvent l'Union trop sociale-démocrate (...). Le courant majoritaire est celui de Tadeusz Mazowiecki et de Piotr Nowina-Konopka, qui ont eu une jeunesse démocrate-chrétienne et entreraient dans l'UE à n'importe quel prix. Ils n'emploient pas le terme « fédéralisme », qui est surtout utilisé par les opposants à l'intégration. Il y a pourtant des fédéralistes dans l'UW, comme Jan Maria Rokita, mais ils

⁶² « Unijna ideologia » (L'idéologie unioniste), *Unia&Polska*, 24.07.2000, p.4 et son discours de campagne publié dans *Gazeta Wyborcza* le 11.07.2000, p. 2.

⁶³ Dans le cadre limité de cet article, nous excluons les positionnements sur l'Europe exprimés par les dirigeants partisans au niveau local et régional, qui pourraient faire l'objet d'une investigation sous l'angle des usages de l'intégration européenne dans les relations avec les structures partisans centrales.

sont très faibles depuis que Bronisław Komorowski a quitté le parti en 1997. Enfin il y a le groupe « social libéral », très faible au sommet mais fort à la base, qui est très pro-européen. Tous ces courants ont pour point commun d'être en faveur d'une Europe « plus forte et plus intégrée », et non fédérale, d'une Union qui se donne les moyens d'agir. Nous voulons partager notre souveraineté et entrer dans l'UE telle qu'elle existera à l'avenir »⁶⁴.

Les débats sur les institutions s'ajoutaient aux dissensions sur les dimensions socio-économiques de l'intégration européenne. Par exemple les courants dits étatistes et libéraux au sein des formations sociales-démocrates, bien que globalement favorables à l'intégration supranationale, étaient divisés au sujet du modèle socio-économique européen. Selon le Secrétaire pour les questions internationales du parti social-démocrate tchèque ČSSD Vladimír Müller, celui-ci était traversé par des clivages idéologiques qui correspondaient à des différences générationnelles :

« Dans le parti, il y des courants plutôt libéraux et d'autres plutôt étatistes en ce qui concerne la politique économique. C'est une question idéologique plus générale. Ils ne comprennent pas que le marché unique européen est différent de la libéralisation économique au niveau mondial ou dans l'OMC. Ce sont des traditions ou des modes de pensée différents. Les étatistes peuvent avoir des doutes au sujet de l'UE, mais il y a aussi une génération plus jeune, plus ouverte à la libéralisation et la mondialisation, la génération qui veut utiliser les opportunités de ce processus. Il est certain que l'UE est une structure qui permet de bénéficier de ses aspects positifs et de se protéger de tous ses aspects négatifs. Mais ces deux positions sont présentes dans le parti, autrement dit la question n'est pas « oui ou non à l'Europe », mais plutôt un choix entre la sécurité sociale et l'interventionnisme d'une part, ou la libéralisation, d'autre part »⁶⁵.

Les questions européennes comme enjeu des rapports de force intra-partisans

Ces divisions sur les questions européennes furent à l'origine de scissions qui redéfinirent les positions respectives des acteurs dans l'espace politique. Peu de partis furent créés exclusivement autour d'un refus de l'adhésion à l'UE qui signifiait un rejet vers la marge des jeux politiques. Mais des prétendants à l'entrée dans l'espace politique utilisèrent des prises de position sur l'intégration européenne, sous forme de modèle ou de repoussoir, comme signe de distinction par rapport à leur formation d'origine.

Un soutien sans faille à l'adhésion à l'Union européenne joua un rôle majeur dans la définition de l'identité du parti libéral tchèque US (Union de la liberté), formé par scission de l'ODS en 1998. Outre l'éthique en politique, celui-ci disposait de peu d'éléments de distinction par rapport à sa formation originaire. Faire des questions européennes un enjeu central lui permit de se démarquer de l'ODS en l'accusant d'euro-scepticisme. Ce positionnement le plaça aussi en concurrence avec le gouvernement du parti social-démocrate ČSSD, dont l'US critiqua le décalage entre un discours pro-européen et des politiques publiques contraires à l'acquis communautaire. A l'inverse en Hongrie, le thème européen fut utilisé de manière négative par le MIÉP (Parti de la justice et de la vie hongroise), créé en 1993 par scission du parti conservateur MDF (Forum démocratique hongrois). Le nouveau parti affirma sa spécificité par rapport à sa formation d'origine, favorable à l'adhésion à une « Europe des Patries », en présentant l'intégration européenne comme une menace pesant sur l'indépendance de la nation hongroise. Cette critique de l'intégration européenne sous-tendit un positionnement à la marge de l'espace politique, conformément à la promotion d'une

⁶⁴ Entretien avec l'auteur, Varsovie, 14.12.1999.

⁶⁵ Entretien avec l'auteur, Prague, 11.09.2000.

« troisième voie » entre capitalisme et socialisme située au cœur de l'identité *populiste* revendiquée par le MIÉP.

Comme l'a montré le cas du parti communiste tchèque KSČM, les partis marginalisés dans l'espace politique qui souhaitaient concourir pour l'obtention de postes dans l'appareil étatique mirent en avant leur modération en matière européenne. De tels recentrages se firent au prix de scissions des courants hostiles à l'intégration européenne. Ainsi en Pologne, le dirigeant du parti conservateur ZChN (Union chrétienne nationale) Ryszard Czarnecki prit en 1997 la tête de l'Office du Comité pour l'intégration européenne, chargé de la coordination de la préparation du pays à l'adhésion à l'UE. Cette nomination découlait de l'exigence de partage des postes dans la coalition gouvernementale entre le parti libéral UW et la coalition conservatrice AWS, à laquelle appartenait le ZChN. Elle se traduisit par l'assouplissement de la position du ZChN et rassura les plus réticents à l'intégration européenne, désormais convaincus que l'un des leurs avait les moyens de défendre leurs priorités. Mais le limogeage de Ryszard Czarnecki en 1998, à la suite d'une mauvaise gestion du programme communautaire PHARE qui fit perdre des millions d'euros à la Pologne, renforça leurs réticences. Arguant que le ZChN était incapable de protéger les intérêts nationaux polonais, les plus hostiles à l'adhésion créèrent un nouveau parti. Cette rupture permit au ZChN de rester au gouvernement et de poursuivre son soutien prudent à l'adhésion.

Sans aller jusqu'à la scission, des changements de rapports de force entre courants provoquèrent la modération ou la radicalisation des positions partisans au sujet de l'intégration européenne. Ainsi, c'est après avoir perdu le pouvoir fin 1997 que l'ODS tchèque intensifia sa critique de l'intégration européenne, et de la préparation à l'adhésion gérée par le gouvernement social-démocrate. Le groupe le plus réticent à l'adhésion, autour de Václav Klaus et de Jan Zahradil, eut la haute main sur les questions européennes après le départ des dirigeants les plus enthousiastes envers la construction communautaire pour fonder l'US (Union de la liberté). L'insistance accrue de l'ODS sur la protection de l'intérêt national à la fin des années 1990 découla donc de facteurs cumulatifs - l'ouverture des négociations d'adhésion, le passage dans l'opposition, et une évolution des rapports de force entre courants qui fit de l'euro-réalisme un élément structurant du parti recomposé⁶⁶. L'élection de Václav Klaus à la présidence de la République tchèque en février 2003 conduisit ce dernier à se distancier formellement du parti, dont il fut toutefois nommé président d'honneur. Un groupe très critique de l'intégration européenne se maintint autour de Jan Zahradil. Mais celui-ci fut concurrencé par le nouveau président du parti, Mirek Topolánek, qui rassembla autour de sa personne un courant moins hostile à la construction communautaire et moins enclin à faire des questions européennes un enjeu partisan central. Les divergences de l'ODS sur l'adhésion à l'UE se manifestèrent avec force lors du référendum sur l'adhésion de juin 2003. Des membres éminents de ce parti comme le vice-président de la chambre des députés Ivan Langer, l'ancien ministre des Transports Martin Říman, ou encore le secrétaire du président de la République Ladislav Jakl, appelèrent à rejeter l'adhésion. Alors que Mirek Topolánek faisait campagne pour un vote positif, il fallut attendre le jour du référendum pour que Jan Zahradil se prononce de la même manière. Et après l'adhésion de mai 2004, le discours du nouveau président du parti fut régulièrement contrebalancé par les critiques virulentes de l'UE

⁶⁶ Voir pour une analyse des concurrences intra-partisanes sous-tendant cette évolution Sean Hanley, « From Neo-Liberalism to National Interests: Ideology, Strategy and Party Development in the Euroscepticism of the Czech Right », *East European Politics and Society*, 18(3), 2004, pp.513-548.

formulées par Václav Klaus et Jan Zahradil⁶⁷ au sujet du Traité constitutionnel européen, de l'entrée dans la zone euro ou du budget communautaire pour la période 2007-2013⁶⁸.

L'intégration européenne devint un vecteur de classement politique dès 1989 en Europe centrale, et les processus d'eupéanisation ont d'emblée accompagné les changements de régime dans les pays post-communistes. Les usages de la thématique européenne comme outil de distinction inter et intra-partisane furent au principe de l'influence de la variable européenne sur les espaces politiques nationaux. Les nouvelles règles du jeu politique démocratique furent fortement contraintes par le *thème normatif* pro-européen, bien qu'une *règle pragmatique* ait assoupli cette contrainte à la fin des années 1990. Cependant les questions européennes ne pouvaient influencer les lignes de division politiques qu'après avoir été réinterprétées par les acteurs partisans, à partir de référents politiques et historiques faisant sens dans chaque espace national. C'est grâce aux multiples réinterprétations de l'intégration européenne sous l'angle du passé communiste et pré-communiste que la thématique européenne permit à certains acteurs de se positionner sur les lignes de division politiques existantes, ou de modifier ces dernières. Ainsi, les conditions de réussite des transferts de ressources politiques entre arène européenne et nationale renvoient également à des reconversions de capitaux politiques et sociaux produits sous le communisme.

L'adhésion effective à l'Union européenne le 1^{er} mai 2004 ne provoqua aucune rupture franche dans les divisions et les classifications qui structuraient les positionnements partisans. Dans les nouveaux pays membres, les débats sur les questions européennes s'inscrivaient dans des lignes de fracture antérieures à l'adhésion, mais toujours susceptibles de redéfinition selon l'évolution des configurations politiques nationales. On peut toutefois s'interroger sur les transferts de capitaux politiques entre niveau national et européen effectués par des acteurs partisans désormais pleinement intégrés au système politique communautaire. Au-delà des structures partisanes, les investissements individuels dans les arènes comme le Parlement européen ouvrent de nouvelles pistes de recherche en termes de socialisation, de professionnalisation, de spécialisation des acteurs politiques dans les questions européennes, ou encore de repositionnements entre niveau national et européen au cours d'une carrière politique. La période post-élargissement dessine donc des perspectives inédites pour l'étude des interdépendances entre arène communautaire et arènes nationales de compétition politique dans l'Union européenne élargie.

⁶⁷ Après son élection comme eurodéputé en juin 2004, Jan Zahradil présida la délégation tchèque au groupe PPE-DE, ainsi que la fraction ODS présente au Parlement européen.

⁶⁸ L'auteur remercie Frédéric Zalewski pour ses commentaires sur des versions antérieures de ce texte.

CLASSIFICATIONS DES PARTIS POLITIQUES

Hongrie

Courant politique	Extrême gauche	Social-démocratie	Libéralisme	Conservatisme	Agrarisme	Extrême droite
Partis	MP (Parti du travail)	MSzP (Parti social-démocrate hongrois)	SzDSz (Alliance des démocrates libres)	FIDESz (Alliance des démocrates libéraux-parti hongrois), MDF (Forum démocratique hongrois),	FKgP (Parti des petits propriétaires indépendants)	MIÉP (Parti de la justice et de la vie hongroise)

Pologne

Courant politique	Social-démocratie	Libéralisme	Conservatisme	Agrarisme	Extrême droite
Partis	SLD (Alliance de la gauche démocratique)	UD (Union démocratique), KLD (Congrès libéral-démocratique), UW (Union de la liberté), PO (Plateforme civique)	ZChN (Union chrétienne nationale), AWS (Action électorale Solidarité), PiS (Droit et justice)	PSL (Parti paysan polonais), Samoobrona (Auto-défense)	PP (Entente polonaise), LPR (Ligue des familles polonaises)

République tchèque

Courant politique	Extrême gauche	Social-démocratie	Libéralisme	Démocratie-chrétienne	Conservatisme	Extrême droite
Partis	KSČM (Parti communiste de Bohême-Moravie)	ČSSD (Parti social-démocrate tchèque)	US (Union de la liberté)	KDU-ČSL (Parti populaire tchécoslovaque)	ODS (Parti civique démocratique), ODA (Alliance civique démocratique)	SPR-RSČ (Mouvement pour la République – Parti républicain tchécoslovaque)